

Médiapart - 3 articles de décembre 2019 et janvier 2020

Compression compassionnelle des coûts contre chœur des esclaves, vœux à Radio-France

blogs.mediapart.fr - glorieux - 11 janvier 2020

<https://blogs.mediapart.fr/glorieux/blog/110120/compression-compassionnelle-des-couts-contre-choeur-des-esclaves-voeux-radio-france>

Pourquoi l'exécutif veut-il supprimer les choristes de Radio-France, d'un coût négligeable comparé à toutes les commissions où se cachent des haut-fonctionnaires ? Parce que l'humour poétique du «chœur des esclaves» (Verdi, Nabucco) est une humiliation pour l'énarque camarade de promotion du président.

Macron a raison de vouloir réhabiliter Pétain, c'est la figure politique qui correspond le mieux à son moment. La France est occupée par la finance internationale, qui organise le pillage de toutes les richesses liquides, aidée par la Collaboration zélée du patronat et de l'État. Macron profite d'une même conjoncture démographique que Pétain, la France de 1940 avait perdu ses jeunes en 1914, jamais elle n'avait été aussi vieille, comme aujourd'hui.

Dans cette vidéo, la patronne de Radio-France illustre la rhétorique collaborationniste de ce régime, peu importe que ce soit une ministre ou une directrice du capital humain. On vous donne tous les mots que vous voulez pour vous flatter, mais on vous prend l'essentiel, avec compassion, comme un inquisiteur torture les hérétiques par charité, pour sauver les âmes (ou les comptes publics). Elle clapote avec la bouche et elle ne dit rien, sauf : « le bonheur personnel est essentiel ». Vous allez perdre le boulot auquel vous avez consacré votre vie, mais il vous reste l'amour ! Comme si on pouvait être heureux dans sa vie privée quand on vous retire votre utilité.

La réponse du chœur de Radio-France, celle de la beauté et de l'intelligence, explique pourquoi ils seront supprimés, mais pourquoi aussi ce régime sera entraîné dans cette chute. Toute société est un compromis. La Reconstruction de 1945 avait compris qu'il fallait digérer et pacifier les conflits des années 1930. Surtout pas de revanche, il nous faut toute la France, même la part qu'on n'aime pas. Dans la culture par exemple, Vichy a été une réaction contre le modernisme d'après 1918. Le collaborateur Robert Brasillach, directeur du journal antisémite «Je suis partout» et fusillé en 1945, composait pendant la guerre une délicieuse «Anthologie de la poésie grecque» (publication posthume en 1950). La Résistance a défendu et Picasso, et l'Antiquité ; c'est dans cet esprit qu'a été fondée la Radiodiffusion française, matrice des stations actuelles, avec un orchestre reprenant la tradition, ainsi que des laboratoires d'expérimentation, dont sortirent Pierre Schaeffer ou Pierre Henry. La seule existence de ces beautés non commerciales font honte au Marché, donc il veut les supprimer, et il a une masse de consommateurs pour alliés.

Pourquoi le Marché a-t-il si longtemps toléré que l'intelligence et la beauté soient entretenues par de l'argent public ? C'est un moyen de les garder complices de l'État. Un fonctionnaire ne va pas vouloir une révolution qui lui ferait perdre un échelon, son poste, son prêt maison, les études des enfants, la mutuelle ou la retraite. Macron pense que le moment est venu de la lutte finale contre la Reconstruction, son «moment Thatcher» selon Romaric Godin. Le but du gouvernement est d'avoir la grève la plus longue possible, sans aucune victoire, pour épuiser définitivement les syndicats et exploiter plus tranquillement le travail.

Mais la France de 2020 n'est pas le Royaume-Uni de 1980. Entre les deux, il y a eu la massification universitaire, produisant des pauvres cultivés tandis que les grandes écoles ont abêti les élites françaises. Oxford et Cambridge sont de réelles universités, avec de la recherche, l'ENA est une école professionnelle. Boris Johnson sait vraiment le grec (malheureusement), Macron est un cuistre prétentieux, et c'est pourquoi il n'a aucune idée à lui, qu'il est fanatique, parce qu'il n'est rien. Ceux qui ne sont rien, c'est eux.

Comme Guizot, les gouvernements précédents savaient que la France est un équilibre précaire. Ses fondations se ruinaient par dessous, dans les campagnes, les écoles, ou les hôpitaux, ils ne savaient pas quoi faire mais au moins évitaient d'accélérer l'effondrement. Macron a commencé le jeu de dominos, il voudrait en rester là, un régime policier sans syndicats ni fonctionnaires, mais il ne pourra plus arrêter l'histoire, qui va l'emporter dans l'indignité nationale. Notre malheur, c'est qu'il va falloir vider des frustrations dans la douleur. En ce moment se réalise le rêve du patronat, qui poussera beaucoup d'électeurs vers une Le Pen, qui ne pourra pas rester plus stable. Il va falloir faire le tour du cadran pour épuiser toutes les revanches.

D'où vient l'espoir ? Du chœur de Radio-France, de l'humour poétique. Nous vaincrons parce que nous avons une âme. Armés d'un coin de campagne natale, ou d'un visage, ou d'un vers français au bout d'une cigarette, s'il faut vraiment y aller, tant pis, on ira. Meilleurs vœux de bonheur, de sens et de beauté à tous, prenons des forces, on ne sait jamais.

Démocratie sociale et "autoritarisme libéral" de l'Etat

12 janv. 2020 Par ROBI MORDER Blog : Le blog de ROBI MORDER

<https://blogs.mediapart.fr/robi-morder/blog/120120/democratie-sociale-et-autoritarisme-liberal-de-letat>

«Syndicat majoritaire», «négociation», «accord»... Beaucoup de mots utilisés pour opposer les «bons» raisonnable aux «syndicats radicalisés» imposant un «enfer». Vocabulaire bien impropre quand on demande au salariat et à sa représentation de mettre en application des règles décidées unilatéralement par l'Etat.

Faire prendre des vessies pour des lanternes

La CFDT « syndicat majoritaire », « négociation » ouverte, volonté d'aboutir à un « accord »... Beaucoup de mots sont utilisés pour montrer que les « bons » respectent la « démocratie sociale », tandis que les « extrémistes » imposent à la population un « enfer ». Ce vocabulaire est en réalité bien impropre à la réalité.

Les cotisations retraite, ce sont les salariés qui les payent, sur leur salaire qu'il soit direct (le « brut » qui apparaît sur la fiche de paie) ou indirect (indûment nommé « charge patronale »). Tout comme la démocratie parlementaire a trouver son fondement dans la volonté que - via ses représentants - le peuple décide de l'impôt et du budget, le peuple travailleur devait avoir plus qu'un mot à dire sur le montant, l'utilisation de la part de sa rémunération affectée à la retraite. La représentation collective des salariés passe, institutionnellement, par la voie de leur représentation syndicale mesurée tous les quatre ans à partir des élections des représentants du personnel. Les derniers en date sont ceux de fin 2017 pour le secteur privé, et de 2018 pour la fonction publique.

Bloc minoritaire et bloc majoritaire

Or, si on s'appuie sur les résultats tant dans le secteur privé que dans le secteur public, l'on constate que les syndicats opposés à la réforme des retraites représentent 60% des suffrages exprimés, les soutiens à la retraite à points étant - avec 40% des voix - minoritaires.

Dans chacun des deux secteurs l'on est dans le même équilibre à quelques points près. Le total nous donne presque 3 millions de voix exprimées pour les listes CFDT, CFTC, UNSA d'un côté, 4 450 000 de voix pour les listes CGC, CGT, FA, FO, FSU, SOLIDAIRES.

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/communique-de-presse-nouvelle-mesure-de-_audience-syndicale.pdf

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/stats-rapides/resultats_electionsFP_20_dec_2018.pdf

Nous avons ainsi, si on applique les termes du droit du travail, en élargissant la notion à la fonction publique, un bloc de syndicats minoritaire pesant plus de 30%, et un bloc de syndicats majoritaire à plus de 50%.

Quant au patronat, il est plutôt discret - habitude de la discrétion des affaires - il lui suffit de sussurer aux oreilles d'un gouvernement qui s'en fait le porte-parole.

Autonomie du sociale et subordination à l'Etat

On évoque beaucoup la « négociation » pour aboutir à un « accord », un accord (ou contrat, convention) engage les parties avec des obligations réciproques. Les concertations ne sont pas une négociation, puisque le gouvernement, s'il recueille des avis, n'est aucunement lié aux « accords » ou désaccords. Le projet de loi, puis la loi, sont des actes unilatéraux de l'Etat qui échappent aux « partenaires sociaux ». Nous ne sommes pas dans le cadre des négociations d'entreprise où les accords, pour être valides, doivent être majoritaires (c'est-à-dire avoir été signés par les syndicats qui, seuls ou ensemble, ont obtenu 50% des voix ou plus), ou au moins été ratifiés par la majorité des salariés. Nous ne sommes pas non plus dans l'accord de branche ou interprofessionnel où l'opposition des syndicats majoritaires invalide tout accord signé par des syndicats minoritaires.

La réforme des retraites confirme bien cette étatisation libérale qui atteint non seulement le contenu (expropriation du peu qui restait de la gestion libre de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage, des retraites,) mais aussi la procédure d'élaboration des normes applicables aux mondes du travail où l'on demande au salariat et à sa représentation de mettre en application des règles décidées unilatéralement par un pouvoir politique de plus en plus autoritaire. Faut-il se soumettre ? Se démettre ? Ou plutôt s'insoumettre.

Entre élites mondialistes et populistes souverainistes, la gauche, elle jardine ?

24 déc. 2019 Par Glorieux

<https://blogs.mediapart.fr/glorieux/blog/201219/entre-elites-mondialistes-et-populistes-souverainistes-la-gauche-elle-jardine>

Jérôme Sainte-Marie propose une lecture très nette de la sociologie actuelle de la France, un bloc élitaires autour des puissances financières, attirant les cadres et les retraités ; et les masses, moins conscientes de

leurs intérêts, mais de plus en plus aimantées par Marine Le Pen, un genre de Trump ou de Boris Johnson, sans appui des élites. Alors la gauche, elle fait quoi, elle jardine ?

Avec leur certitude de détenir la théorie de l'histoire, les marxistes ont osé des raisonnements parfois consternants, par exemple, ils s'opposaient aux jardins ouvriers, parce qu'un ouvrier heureux se détourne de la Révolution. Triste renversement des valeurs, l'abbé Lemire devait normalement consoler les âmes souffrantes avec un paradis après la mort, mais il se souciait de leur bonheur dans cette vie-ci, et de bons légumes, tandis que l'élite avancée de la classe ouvrière voulait le sacrifice de la génération présente pour un futur toujours à venir. Souvenons-nous toujours de ces contorsions avant de les reproduire.

Aujourd'hui, Jérôme Sainte-Marie propose une lecture très convaincante de la situation politique française, ici ou ici, désormais entièrement polarisée par Macron et Le Pen. Cette situation désespérante peut amener la gauche à proposer des tactiques forcément malignes, comme : rejoindre Macron pour le gauchir ou le verdir, rallier les électeurs « fâchés mais pas fachos », ou plus dialectique encore, soutenir Marine Le Pen qui devra nécessairement s'effondrer, laissant advenir la société de nos rêves (rêve qu'il ne faut surtout pas préciser si nous voulons rester d'accord). Alors que faire ?

La gauche n'a plus de lois sociétales à passer, et comme elle ne peut pas toucher à l'économie, elle... communique ?

On ne sait jamais mieux les choses que quand elles disparaissent. Le clivage droite/gauche, vieil héritage historique, arrivait à articuler toute la société française, de haut en bas, du centre aux périphéries (sauf la Corse et l'Outre-Mer). En simplifiant, depuis Giscard (1974), ce complexe idéologique articule l'ordre et la liberté, appliqués à la société et à l'économie. Être de droite, c'était être libéral dans les affaires, mais conservateur sur les mœurs ; tandis que la gauche était dirigiste en économie, et ouverte sur le sociétal. La combinatoire produit 2 attitudes mal représentées : les libéraux, contre les impôts et la morale ; et les protectionnistes, qui veulent la protection et de l'emploi, et des coutumes. Ce rappel permet de ne pas oublier que l'opposition gauche / droite n'épuisait pas toutes les possibilités et laissaient beaucoup d'opinions en panne de représentation.

L'expression politique sélectionne ainsi des priorités selon ce qui intéresse les électeurs, mais surtout, selon ce qu'une juridiction publique peut faire. La guerre ou le statut de l'Église catholique n'intéressent plus nos débats, l'écologie ou l'énergie devraient être prioritaires mais ne sont pas clivants. Ce décalage entre le réel et la grande variété des désirs suffit à expliquer pourquoi les thèmes politiques peuvent glisser ou basculer. Des personnes peuvent professer des idées par habitude, par exemple la justice sociale, et découvrir qu'elles sont surtout attachées à la bonne conscience. Pour peu qu'un entrepreneur en opinion leur présente une nouvelle manière d'être du camp du bien, en profitant à leurs intérêts, l'astuce peut prendre, ce qui est arrivé en 2017 en France avec Macron.

Libéral dans les mœurs et les affaires, c'est la loi du plus fort contre le peuple

La gauche et la droite restent encore des notions politiques largement comprises, mais dans les élites politiques, c'est devenu des postures rhétoriques qui ne sont pas fondées sur des expériences différentes de la vie. Les élus, de l'État central jusqu'aux grandes communes, ont fait les mêmes écoles, notamment Sciences Po et l'Ena, leurs enfants se connaissent. Droite ou gauche, l'élite est la même, menant la même politique, pariant sur le chômage de masse, laissant les entreprises irresponsables par un clientélisme de la redistribution. L'un promettait des baisses d'impôts et des peines plus dures pour les délinquants, l'autre changeait la politique judiciaire sans pouvoir modifier la délinquance, et ne touchait pas aux baisses d'impôt qui profitent à ses amis. La société s'enlisait, sans que rien ne change.

L'effraction d'Emmanuel Macron a soudé un bloc qui a désormais pris conscience de lui-même : les progressistes ; rassemblant beaucoup de diplômés certains d'avoir raison et d'être le camp du bien. Cette irruption est un produit démographique. La massification universitaire, commencée vers la fin des années 1980, stratifie désormais la société plus profondément que la religion ou l'argent. Ceux qui ont étudié n'ont pas une conscience politique très développée parce qu'ils sont le produit d'un système scolaire qui les a déracinés de leur terre et de leur classe. Ils ne sont plus de nulle part, sauf de leur diplôme et de leur K€. Cette classe partage peu de choses, sauf de ne pas aimer les extrêmes, c'est à dire le peuple dont ils se protègent ou qu'ils rejettent d'en être sorti. Ils n'ont pas envie de savoir si les gilets jaunes sont syndiqués ou frontistes, ils ne veulent juste pas les voir, ils voudraient qu'ils aient honte et qu'ils se cachent, parce que ce sont des ratés.

Quel avenir après la retraite ?

Mais comment une minorité peut-elle ainsi s'imposer à une majorité qui ne l'admire pas, dans un système qui a encore besoin d'une majorité électorale ? Jérôme Sainte-Marie propose une explication. Toutes les études d'opinion constatent que les retraités soutiennent Macron, même au détriment de leurs intérêts. Cette autre nouveauté démographique massive, la vague des boomers, est inquiète pour son avenir, elle est entièrement dépendante de la société, elle ne veut pas de changements, par exemple elle veut garder son épargne en Euro. Les retraités représentent 1/3 de l'électorat et votent beaucoup plus, ils représentent 40% des suffrages exprimés, leur psychologie est décisive.

Cette configuration est mauvaise pour la gauche. Le désir de justice reviendra, c'est certain, quand les boomers seront passés, et quand les diplômés comprendront que les études n'empêchent pas la précarité tandis que les élites protègent leurs filières. Mais en attendant, la publicité a bien fait son travail, le consommateur se croit roi, il s'indigne seul depuis un écran mais doit tout réapprendre des solidarités qui pèsent dans un rapport de force. Le message de la gauche, c'est « Tous ensemble », parce que c'est la seule solution, il faut écouter la science et les intellectuels. Mais le consommateur pense « moi aussi j'ai raison, la preuve, c'est dans Hanouna et Facebook ; « c'est pas des intellos féministes et bobos qui vont me faire la leçon ». C'est caricatural, mais il faut fréquenter les différentes sortes de classes populaires en complexe scolaire pour sentir les passions dominantes et communes : une grande susceptibilité, la certitude d'avoir un vécu dont on ne parle pas, et la haine des élites. Ce sont des passions sans espoir, qui donne un chèque en blanc à une sauveuse, Marine Le Pen.

La gauche sait que la petite boutique Le Pen est une escroquerie, qu'elle ne veut surtout pas le pouvoir et se plaît tout à fait au rôle d'épouvantail à belles âmes de l'UMPS, parfaitement incarné par Macron désormais. Cet exécutif excitera consciencieusement un adversaire factice qui ne gagnera jamais, afin de continuer ses petites affaires, comme revendre les aéroports, vider les caisses de retraite au profit de BlackRock, humilier le peuple pour légitimer les élites. Il faut bien peser le réel avant de chanter les vieux hymnes.

Le grand soir après la grève, après la révolution par les urnes... cela demande à croire et faire confiance

Les syndicats profitent actuellement du combat des retraites pour les élections professionnelles du printemps, mais l'étatisation des caisses (retraite, chômage, santé...) leur a coupé les mains, le système de redistribution conçu en 1944 par le Conseil National de la Résistance est mort. Il va encore agoniser quelques décennies, effondrement qui peut être ralenti en apparence par quelques victoires syndicales, mais rien qui inverse la courbe. De toute façon, le consommateur n'y croit plus. Il veut bien en profiter si c'est "gratuit", mais il ne veut pas en payer le prix.

La révolution par les urnes est maintenant une escroquerie. Il y avait peut-être une fenêtre en 2017, mais après 5 ans de Macron et des décennies d'Europe, soyons assurés que les élus n'auront plus aucun pouvoir. Il est urgent de soigner ceux qui rêvent de « prendre le pouvoir ». Déjà, ils ne disent pas vraiment ce qu'ils en feraient, et de toute façon, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est voter des lois, dans les limites de tous les traités internationaux, et qui ont besoin d'argent et d'agents pour être appliquées. L'étouffement de la justice ou des corps d'inspection suffit à désarmer les lois.

Le mot paradis veut à l'origine dire jardin, cultiver son jardin, c'est soigner son âme

Alors que faire ? Des jardins ouvriers. Pas seulement, mais c'est une inspiration politique qui préserve de plus d'une erreur. Il faut d'abord vouloir son bonheur tout de suite, pas dans une vie future ou pour les générations à venir, mais maintenant. Il avoir le bonheur en révolte. La politique ne doit pas être une illusion pour exciter au sacrifice. Le consommateur roi n'a pas entièrement tort, il a découvert le droit de chercher ses plaisirs et de ne pas seulement attendre la soupe commune (la promesse de société derrière les caisses). Il faut par contre trancher le lien pervers entre le plaisir et la consommation industrielle. Le coca ou le Nutella, c'est se nuire à la santé, alors que se cuisiner une soupe, partager un gratin, c'est non seulement un plaisir pour la bouche, mais aussi pour le cœur. Manger devrait n'être qu'un acte de connaissance, pour découvrir un aliment, un terroir, ou une personne. Et ne dites pas que le jardin ça coûte !

Le jardin et la table peuvent être partagés par toutes les classes sociales, le peuple et les bobos, par les hommes et les femmes de tous âges. On peut y être très savant en botanique ou en molécules sans prendre les autres de haut, car ça ne marche pas toujours mieux que l'expérience, et à la fin, c'est pour y prendre plaisir. Le jardin est le modèle d'un travail réel et non aliéné. Le grand ennemi, c'est la production industrielle et numérisée. Il faut reconquérir la satisfaction collective de nos besoins par d'autres méthodes de production, ce sont des décennies d'inventions à faire.

Il est temps de foutre la dialectique par terre, les pieds dans un terrain

La gauche a profité de siècles de domestication des masses par des livres. Ses théories sont émancipatrices, mais elles ont jusqu'ici profiter de la pénurie scolaire. Parce que beaucoup ont dû arrêter l'école pour travailler, il y avait des intelligences en jachère qui ne demandaient qu'à nourrir leur lucidité et leur révolte. La massification universitaire et Internet ont changé la situation. Beaucoup sortent de l'école de leur propre décision, parce qu'ils sont dégoûtés. L'école doit certainement mieux faire, mais la civilisation, dans tous les pays développés, frappe ici une limite, il n'y a plus de progrès scolaires majeurs à faire. En réalité, passé le seuil du lycée, les études servent moins à libérer qu'à spécialiser et sélectionner. Les élites ne sont plus des lumières guidant le peuple, mais des logiciels pour les cliquer.

Pour commencer, parce qu'il y a beaucoup à faire, la gauche ne doit pas « se réinventer » comme nous le répète d'aimables belles âmes socialistes, elle doit se couper la tête. Pas d'inquiétude, elle repoussera, mais sur ses pieds et ses tripes. Il faut partager les conditions pour que la pensée ne viennent plus de théories, mais de l'expérience, et qu'elle produise du sens, et des armes pour battre l'absurde. Au lieu de se planquer dans un poste de fonction publique, allons voir ce que c'est d'ouvrir une boîte pour se verser un salaire décent, en

payant ses charges, et tenter d'embaucher, et pas seulement des amies à Bac+5. Ce n'est pas facile, surtout quand on veut produire quelque chose d'utile et d'écologiquement responsable. Le bon slogan pour l'époque, ce n'est plus les intellectuels à l'usine (ou aux champs, ou en camp de rééducation), mais « Gauchiste ! Ouvre ta boîte, embauche, rend des gens utiles et heureux ».